

# SORTIR DU RAS-LE-BOL ?

## Les déjeuners débats d'ETHIC



### NOTRE INVITÉ

**JEAN-LOUIS BORLOO**  
ANCIEN MAIRE DE VALENCIENNES, ANCIEN MINISTRE

### NOTRE PARTENAIRE

**Top Management**  
France  
Le premier réseau des Dirigeants d'entreprises

Le Mouvement ETHIC (Entreprises de Taille Humaine, Indépendantes et de Croissance) recevait **Jean-Louis Borloo**, ancien maire de Valenciennes, ancien député européen, ancien ministre.

Après avoir rappelé que la France entière partage le constat d'un échec généralisé (le propre de la faillite), Jean-Louis Borloo a commencé par contredire l'idée largement répandue que l'État français est trop centralisé. De multiples autorités se partagent les compétences, ralentissant tous les projets à chaque strate publique : État, agences, agglomérations, régions, départements... Quand on veut construire une usine, il y a tellement d'autorités décentralisées à convaincre !

### **"LE TRAVAIL PRINCIPAL DE NOTRE PAYS EST DEVENU LA COORDINATION" DÉPLORE J.-L. BORLOO**

Au lieu d'être une nation de producteurs, la France est devenu un pays de contrôleurs, inspecteurs, coordinateurs. Nous avons ainsi multiplié notre nombre d'inspecteurs par 2,5 en 40 ans pour compenser notre folie normative, quand notre nombre d'agriculteurs a été divisé par 4 !

Selon lui, les domaines qui incombent à l'État sont la sécurité, la stratégie, la recherche, la santé publique la justice et la gestion du domaine maritime. L'ancien ministre appelle de ses voeux des "parlements de province", qui concentreraient la décision des autres sujets.

En effet, les solutions locales sont souvent plus efficaces. Orléans a par exemple abaissé son taux de délinquance des mineurs, non grâce aux propositions nationales, mais grâce à la lutte municipale contre le décrochage scolaire et aux "parents relais" dans les quartiers défavorisés. Les outils existent, mais ils sont dispersés entre divers centres de décision, ce qui est ingérable.

D'emblée, **Sophie de Menthon, Présidente d'ETHIC**, a posé la question qui fâche : **qui décide actuellement, et de quoi ?**

Jean-Louis Borloo soutient que le modèle jacobin a fonctionné à peu près bien durant 220 ans, mais que certains mécanismes ont fini par pervertir sa bonne marche : le cofinancement est un excellent cas d'école, car il a dilué la responsabilité.

# JEAN-LOUIS BORLOO : "J'AI ÉTÉ TRÈS HEUREUX EN POLITIQUE"

Par exemple, le chantier de la Cité internationale de la langue française à Villers-Cotterets qui devait bénéficier d'un financement de 110 millions d'euros provenant du budget ordinaire du ministère de la Culture, a fini par coûter 234 millions d'euros, en faisant recours à des crédits exceptionnels sur le plan de relance, 19 millions de crédits prévus pour la presse, 5 millions du Centre national de la musique, 30 millions d'euros en provenance du "PIA3" (un programme national censé "soutenir un effort d'investissement de long terme en faveur de projets prometteurs et innovants dans des secteurs stratégiques pour la France"). La Cour des comptes a fini par épingle l'État sur ce financement.

## "REDRESSER LA FRANCE EST PLUS SIMPLE QU'ALLER SUR LA LUNE" SELON J.-L. BORLOO

**Henri Prevost, BSPK**, a interpellé Jean-Louis Borloo sur l'impossibilité de faire modifier le système par ceux qui en profitent : personne de charismatique en ce moment pour renverser la table !?

- Effectivement, ceux qui gouvernent ne peuvent pas voir le problème ("quand on est dans le fleuve, on ne voit pas le fleuve") selon Jean-Louis Borloo. Ce sont donc les Français qui doivent et vont décider, eux qui attendent l'équipe de redressement : "il faut démonter le système avec des ingénieurs maisons, qui connaissent la machine par cœur et savent quels rouages coïncident."

**Marie-Cécile Renault, rédactrice en chef adjointe au service politique du Figaro**, a demandé comment on pouvait tenir tête à V. Poutine ou D. Trump quand on cédait tout à Olivier Faure ? Question accueillie par les applaudissements de la salle.

- On peut réorganiser l'Europe, et il faut le faire, parce que "ça va mal finir". L'organisation qui découle de notre culture de consommation et non de production est mauvaise pour toute l'Europe. Reste à changer de valeurs.

**Françoise Tavernier, La Communauté logement**, a soulevé la question des bienfaits et des coûts de l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine.

- L'ANRU était un bureau de bienveillance à l'origine pour des quartiers au délabrement urbain avancé, le plus grand programme civil de l'histoire. Mais là où 2 pages de relevé de décision après réunion de 30 personnes suffisaient à l'origine, la machine étatique a pris le pouvoir, et l'argent investi est gâché : un scandale absolu ! Jean-Louis Borloo réclame un "effet blast" pour prendre tous les problèmes à bras le corps en même temps.

**Armelle Gauffenec, AM'TECH Médical**, a ensuite interrogé Jean-Louis Borloo sur les 5 premières dispositions à prendre en tant que Président de la République, et 4 valeurs essentielles pour reconstruire la France selon lui.

- Notre ancien ministre s'est surtout attardé sur 3 aspects fondamentaux pour changer notre culture sociale : créer une société de confiance en transférant les compétences décisionnelles à des Parlements de province, et en encourageant les clubs (sport d'abord, mais aussi jeux, etc) qui renforce le respect ; donner la priorité à la jeunesse.

**Rémy Groussard, Ateliers de Tonton Pierrot**, a évoqué les jeunes qui ne voient pas l'intérêt de travailler, pour demander si notre ancien ministre avait des pistes pour leur redonner envie ? Jean-Louis Borloo a éludé la question en se contentant de répéter ce qu'il avait déjà énoncé.

**Louis Giscard d'Estaing, Fondation Valéry Giscard d'Estaing** : quid d'un référendum sur les récentes grandes régions ? Sont-elles la solution ?

- Effectivement, Jean-Louis Borloo entend s'appuyer sur ce découpage régional, afin que "la grande élection" devienne l'élection provinciale pour faire émerger les talents de nos territoires.

**Lydia Guirous, Nexo Consultants**, a rebondi sur les "privations démocratiques" évoquées par J.-L. Borloo, en interrogeant l'attitude des préfectures qui se sentent supérieures aux ministres dont elles reçoivent de trop nombreuses circulaires qui restent lettre morte, car elles demeurent quand les Gouvernements chutent. À quand la remise en question des statuts dans la fonction publique promise par Emmanuel Macron, en particulier de la catégorie A ?

- J.-L. Borloo a convenu que le statut du fonctionnaire était précisément le point complexe de l'organisation nationale, et que personnellement il ne jugeait pas bon de s'attaquer à ce sujet a priori.

En conclusion, Jean-Louis Borloo a asséné : "la parole publique doit être rare".